Transcription du briefing presse: Réunions bilatérales de concertation avec les syndicats et le patronat (14.09.2022)

# Intervenants

* Xavier Bettel, Premier ministre, ministre d'État
* Journalistes

# Langues

* Français

# Transcription

[Xavier Bettel]

Bonjour, Mesdames et Messieurs!

Nous nous voyons aujourd'hui la deuxième fois.

Il y a eu la rencontre avec les partenaires sociaux sous la forme des tripartites, pour analyser la situation et pour préparer les prochaines réunions de la tripartite ensemble.

Nous avons discuté d'une série d'informations que les services d'état ont compilé ces dernières semaines, afin d'obtenir le meilleur aperçu possible de la situation actuelle, et aussi des défis auxquels sont confrontés les citoyens ainsi que les entreprises.

Au centre de ces informations se trouvaient, comme vous l'imaginerez, les nouveaux chiffres du Statec, qui nous donnaient des perspectives sur l'évolution de l'inflation.

Nous ne voulons pas cacher ces informations, je vais donc maintenant vous faire un résumé des nouvelles prévisions du Statec, d'ailleurs, dans ma communication.

Les nouveaux calculs confirment la tendance inflationniste que nous avons déjà observée ces derniers mois.

Dans tous les scénarios développés - vous savez que trois scénarios sont analysés - et bien l'inflation reste toujours élevée, même au-delà de 2022.

Dans le scénario central, le Statec calcule une inflation de 6,6% pour 2022, et également de 6,6% pour 2023, donc l'année prochaine.

Dans ce cas, le seuil serait dépassé pour de nouvelles tranches indiciaires au quatrième trimestre de cette année, probablement novembre, ainsi qu'au premier trimestre 2020, en mars, et au troisième trimestre 2023 en septembre.

C'est le scénario central que je viens de vous développer.

En plus de la piste d'index, il y aura encore celle qui a été déplacée en juin de cette année vers avril 2023.

Dans le scénario le plus pessimiste, le Statec table même sur l'inflation de 6,8% pour 2022.

6,8% effectivement; et 8,5% pour 2023.

Dans ce cas, quatre autres tranches indiciaires seraient dues, plus celle décalée d'avril 2023, donc au quatrième trimestre de cette année, en novembre, au premier trimestre 2023.

Autre tranche en février de l'année prochaine, au deuxième trimestre 2023 en avril, ainsi qu'au troisième trimestre 2023, une autre tranche, avec en plus celles déplacées de cette année-ci vers l'année prochaine.

Il y aurait cinq tranches indiciaires jusqu'en octobre; 4 plus une.

Dans le scénario le plus optimiste, le Statec table sur une inflation de 6,4% pour 2022 et de 4,4% pour 2023.

Deux autres tranches indiciaires tomberaient en janvier de l'année prochaine et une en juillet de 2023, en plus de celle qui a été déplacée vers avril 2023.

Vous voyez qu'on est dans un tout autre scénario qu'en mars, quand nous avons signé le dernier accord Tripartite.

La prochaine tranche indiciaire avait été prévue pour début 2024, je répète début 2024, mais dans le "worst cas scénario", comme on dit...

Donc aujourd'hui, nous en sommes à quatre nouvelles tranches indiciaires potentielles dans les 10 mois à venir, auxquelles nous sommes confrontés, en plus de la tranche indiciaire qui a été reportée vers avril 2023, déjà.

Cela veut dire que sur base de cette analyse, 4 conclusions peuvent être tirées.

Première conclusion: l'inflation, alimentée par le tarif de l'énergie, est un fardeau imminent et fort pour les citoyens, et pour les entreprises aussi d'ailleurs, auquel nous devons immédiatement trouver de nouvelles solutions.

Nous avons donc convenu avec les partenaires sociaux que, comme prévu, la tripartite se réunira à partir de ce dimanche.

Deuxième conclusion: l'accord de mars est intervenu dans des circonstances complètement différentes de celles que nous avons constatées aujourd'hui.

Nous vivons aujourd'hui dans un monde différent de celui d'il y a 6 mois, par conséquent, l'accord de mars ne peut pas simplement être adopté au vu de cette nouvelle situation.

En clair cela, signifie que les prochaines tranches indiciaires ne seront pas déplacées d'office.

Avec les partenaires sociaux, le gouvernement veut trouver de nouvelles solutions adaptées à cette nouvelle situation, qui est vraiment marquée par des caractéristiques complètement différentes pour nous.

Cela est conforme à l'accord de mars, qui stipule, d'ailleurs explicitement, qu'une nouvelle réunion tripartite sera convoquée si jamais la situation devait s'aggraver.

On s'était donné rendez-vous pour une prochaine tripartite à organiser, et je dois dire que la situation s'est effectivement considérablement aggravée, et cette tripartite est absolument nécessaire.

Troisième conclusion: c'est que le citoyen et les entreprises ont besoin d'une aide rapidement.

C'est pourquoi le gouvernement s'efforce également d'obtenir rapidement un accord au niveau de la tripartite.

Si on ne termine pas mardi, nous allons poursuivre les travaux.

Il est important pour moi d'avoir en septembre, mais au plus tard encore, fin septembre alors ou début octobre un accord.

L'hiver est juste au coin de la rue.

Vous avez vu que les températures ont déjà baissé, et nous ne pouvons pas nous permettre de perdre trop de temps, à présent.

J'ai déjà dit récemment lors d'un briefing: se chauffer à la maison ne doit pas être un luxe réservé à certaines catégories de la population.

J'ai donc lancé un appel aux partenaires sociaux pour qu'ils abordent les négociations avec un esprit ouvert, constructif et solidaire, qui rende justice à la situation actuelle.

Demain midi, il y aura encore une réunion avec les collègues du gouvernement pour développer les positions à présenter aux partenaires sociaux dès dimanche.

Donc, au Conseil gouvernemental, nous nous allons en discuter, mais j'ai déjà indiqué aujourd'hui aux collègues du gouvernement, ainsi qu'aux partenaires sociaux, quels sont mes ressentis personnels.

Ce ne serait pas responsable d'avoir, au vu de la hausse des prix les factures que les personnes vont recevoir ou ont déjà reçu, avec les prêts à rembourser où les intérêts vont être à la hausse aussi...

Il faut pas croire que si on a une tranche indiciaire qui tombe cette année ou qu'on la laisse complètement de côté, qu'il n'y aurait pas de compensation.

Si le citoyen a l'impression que dans cette situation-là, avec tous les soucis qu'il a, ni les patrons ni le gouvernement ni les partenaires sociaux, ne [lui offrent] une écoute et un soutien, [ce serait politiquement socialement et économiquement] une erreur majeure.

Ça c'est mon avis personnel, tel que je vais le présenter au collègues demain.

Je l'ai déjà dit au préalable, je me suis dit que je vais le mentionner déjà ici, pour qu'il n'y ait pas de ouï-dire et alors je veux vous le communiquer en lien direct aussi.

Quatrième conclusion: nous vivons dans un monde où les évolutions géopolitiques et économiques aussi peuvent changer à tout moment.

Je dois vous dire très honnêtement: je vous ai mentionné les trois scénarios... c'est deux, c'est deux... deux plus un, jusqu'à 5 dans les trois scénarios...

Je ne suis pas en mesure de vous dire comment les mois prochains vont évoluer, et quel sera finalement le bon scénario parmi les trois indiqués.

Il est tout à fait possible que la tripartite que nous aurons dans les jours à venir [ne sera pas la dernière].

C'est possible, mais nous devrons nous organiser de la sorte pour être préparé à toutes les évolutions possibles.

Mais ce que nous savons déjà, c'est que les personnes et les entreprises ont besoin d'aide maintenant pour passer l'hiver, et en tant que gouvernement, nous allons tout faire dans la possibilité pour soutenir la population.

Mais il faut voir également quelles sont les possibilités pour agir au niveau de l'inflation, en réduisant les coûts d'énergie pour les citoyens ainsi que pour les entreprises.

Ça c'est une aide directe, si on devait parvenir à réduire ses coûts-là.

Vous savez qu'il y a des discussions.

Le "price cap", par exemple, c'est une des possibilités: on dit que le prix de l'énergie sera bloqué à un certain niveau, et si cela coûte plus, et bien l'État pourrait aider les citoyens.

C'est une des possibilités.

Ou on a parlé de compensation également.

Mais il ne faut exclure aucun choix pour l'instant, si on a la possibilité de dire au citoyen:

Voilà ce que vous avez payé jusqu'à présent, et voilà ce que vous devrez payer, et voilà ce que vous auriez payé si le gouvernement n'était pas intervenu.

Et donc rendre cela possible directement au niveau de la facture d'électricité ou d'énergie des citoyens, en ayant une aide directe liée aux coûts de l'énergie, et cela pour couvrir une partie du besoin de base en énergie de la population.

Et si un tel "price cap" pouvait être prévu pour les besoins fondamentaux en énergie de la population, ce serait une aide directe qui serait directement au profit de tous les citoyens.

Voilà tout une série de points qui seront abordés tout d'abord au Conseil gouvernemental et aussi avec les partenaires sociaux.

Je les remercie pour les entretiens que nous avons eus très favorablement.

Je suis convaincu que nous aurons finalement une solution qui sera au profit de la population, des entreprises et du pays.

On n'est pas les uns contre les autres.

Les entreprises ont des soucis.

Vous imaginez que le patronage a déclaré qu'avec cinq tranches indiciaires, ce serait carrément impossible.

Donc il faut négocier tous ensemble, pour voir comment, dans cette crise extraordinaire, nous pourrons apporter les bonnes réponses.

Nous avons une inflation, comme on a communiqué, telle qu'on n'en a plus connue depuis 30 ou 40 ans, et c'est Luxembourg.

Et pour nous, il était important d'avoir ici, à travers ces temps d'incertitude, des possibilités de rassurer la population.

Nous avons prouvé plus d'une fois que le but, c'est de ne laisser personne pour compte, et notre première priorité est effectivement d'être au service du pays, des entreprises et des citoyens.

Nous savons que sera ce sera lié à un coût.

Et avec les moyens à notre disposition, nous devrons intervenir là aussi, pour apporter cette aide de manière efficace.

Il y aura du boulot sur la planche. Ça commencera dimanche.

Je ne peux pas encore vous dire aujourd'hui quand cela sera terminé.

Voilà.

[Journaliste]

Sydney Wiltgen du Tageblatt.

Vous avez parlé beaucoup d'aides. Une question que tout le monde se pose:

Combien de marge y a-t-il dans le budget de l'État, dans les finances de l'État pour pouvoir intervenir à ce niveau-là?

[Xavier Bettel]

Voilà des points que nous allons discuter demain au Conseil gouvernemental.

Notre ministre des Finances va nous faire le topo.

"The sky is not the limit".

Nous ne pouvons pas courir le risque d'avoir tout d'un coup une situation, qui voit le jour, où la stabilité financière du pays serait remise en question.

Mais une situation exceptionnelle nécessite des moyens exceptionnels également.

Il faudra voir, le but étant qu'on apporte des aides ciblées, qui interviennent là où il y a le besoin; pour une fourchette de 200 millions, 800 millions, un milliard... voilà les discussions qui devront encore avoir lieu au niveau politique.

Mais je sais combien coûte une tripartite depuis 9 ans, et l'État doit assumer une partie de la responsabilité, si on veut faire en sorte qu'ici au Luxembourg on reste compétitif aussi, et que la qualité de vie que nous avons – et pour moi ce n'est même pas une question de qualité de vie – en matière énergétique, je vous l'ai dit, il est impensable que les gens doivent se poser la question pendant l'hiver: Est-ce que je peux financièrement me permettre de chauffer ma maison?

Mais pour ce qui est d'une enveloppe à décrire, ce serait une erreur, car les discussions commenceront seulement demain.

[Journaliste]

Un endettement de plus de 30% est un tabou?

[Xavier Bettel]

C'est dans l'accord de coalition, que nous ne dépasserons pas les 30%.

[Journaliste]

Vous vous réunirez en tant que partenaires de la coalition demain.

Est-ce qu'on va quand même encore en parler?

[Xavier Bettel]

Nous nous sommes imposés cet accord; il faut faire en sorte que l'accord de coalition soit respecté.

Si nous n'étions pas autant dans cette situation tributaire...

Bon je crois qu'on est d'accord... Ici au Luxembourg, nous avons un secteur qui nous permet beaucoup de moyens, c'est le secteur financier.

Il y a le triple AAA qui compte pour le secteur financier, les marchés, la solvabilité et l'importance de la place financière.

Il ne faut pas mettre en péril le triple AAA.

Il faut voir combien de marge on a, qu'est-ce qui pourrait être accepté.

Nous savons que dans une telle situation, telle que nous la vivons en ce moment, il ne faut pas être fétichiste de l'économie ou des économies à faire, ou de l'austérité....

Et alors nous avons prévu les objectifs dans l'accord de coalition...

Je ne vais pas commencer la discussion demain en demandant, est-ce qu'on peut aller à 33 ou 35...

Non. Le but est de savoir ce que nous pouvons nous permettre, en restant en deçà des 30%.

[Journaliste]

Je voulais vous demander s'il est prévu d'avoir alors concrètement des tranches indiciaires à remplacer par des mesures concrètes?

Est-ce qu'il y a des pistes ou des approches pour le faire éventuellement?

Est-ce qu'on va concrètement y réfléchir déjà?

[Xavier Bettel]

Je peux juste vous dire que pour moi l'index fait partie de la solution.

Que toutes les tranches indiciaires fassent partie de la solution, il faut voir.

À partir de dimanche, nous allons discuter avec les partenaires sociaux pour voir ce qu'il en sera.

Je ne vais pas lancer des spéculations pour voir s'il y aura des reports, des annulations, des compensations ou des déboursements.

Tous les scénarios sont sur la table. Nous avons une responsabilité collective en la matière.

Mais il ne s'agira pas que des entreprises. Il s'agit aussi de la population, mais pas que de la population, aussi des entreprises.

Il faut trouver un bon équilibre entre ces deux objectifs.

Mon ressenti personnel: je sais que l'un ou l'autre a déjà exprimé que si on a une prochaine tranche indiciaire avant la fin de l'année, ce sera une catastrophe pour nous.

Mais ce serait catastrophe pour la population aussi s'il n'y avait rien.

Il y a beaucoup de soucis parmi la population. Je les partage et je les comprends.

[Journaliste]

Carine Lemmer, RTL.

Monsieur Bettel, est-ce qu'une adaptation du tableau fiscal est prévue?

Certaines parties l'exigent. Donc des allègements fiscaux coûtent. Coûtent trop, dit la ministre des Finances.

Mais pour la période qui suivra, cela va ramener aussi des sous.

[Xavier Bettel]

Même réponse que pour Monsieur Ganser, qui a demandé ce qu'il y a sur la table.

Je vais lancer les négociations avec les partenaires sociaux.

Nous devrons discuter de tout, avoir la possibilité de le faire, d'ailleurs.

Mais les négociations auront lieu à partir de dimanche à Senningen, et la ministre des Finances nous dira seulement demain quelle serait la possibilité, ce qui est faisable ce qui ne l'est pas.

Donc je ne vais pas vous dire dès aujourd'hui que telle ou telle solution fonctionne ou pas.

[Journaliste]

Mais est-ce qu'il y a des tabous ou est-ce que cela, ce n'est pas un tabou justement?

[Xavier Bettel]

Écoutez... Il y a beaucoup de pistes à analyser. Il faut pouvoir le faire. Ne me demandez pas s'il s'agit ici et là de tabou ou non.

Les négociations doivent encore commencer. Si tout le monde annonce déjà ses tabous avant les négociations, on ne va pas avancer.

Si quelqu'un dit: on ne pourra pas parler de tel ou tel sujet même avant...

Madame Backes va nous dire demain au Conseil gouvernemental quelles sont les différentes pistes.

Mais quels sont les contenus des discussions? Pour moi, il ne devrait pas y avoir de tabou.

Il faut au moins discuter de tout.

C'est ma position de base. Mais si tout le monde entre dans les négociations avec ses tabous, on ne va pas aller très loin.

Mais ça c'est ma position personnelle.

Aujourd'hui je parle plus en tant que Xavier Bettel, que en tant que Premier ministre.

Mais en tant que Xavier Bettel, je vous dis, il faudrait pouvoir discuter de tout.

C'est tel que j'entame en tout cas ces discussions.

[Journaliste]

Merci.

[Xavier Bettel]

Mais si tout le monde amène ses tabous, et tout le monde a 50 tabous, on ne pourra plus discuter de rien.

[Journaliste]

David Marques du Quotidien.

Michel Reckinger, président de l'UEL, nous a dit que notamment le représentant de l'Alfi était là aussi, le secteur financier qui a encore réalisé de grands bénéfices il y a quelques mois sur base de l'année 2021, que donc là aussi, on développe de plus en plus de pression justement.

Donc s'il devait y avoir une marge pour les finances d'État... le secteur financier a une grande importance.

Est-ce que cela vous soucie? Est-ce que c'est un frein dès le départ, ou vous dites la marge ne pourra plus être obtenue?

[Xavier Bettel]

Donc c'est important d'avoir eu ce constat de l'Alfi.

Je n'ai pas encore eu de réponse, mais cela m'intéressera aussi de savoir comment le patronat réagit par rapport à la présentation de l'Alfi.

Donc de leur part aussi une telle analyse, ou peut-être une présentation du patronat et aussi des syndicats, en vue de dimanche.

Donc, on m'a fait le reproche que quand on recevait les chiffres il fallait réagir immédiatement.

C'est pour ça qu'on a donné des chiffres dès aujourd'hui pour pouvoir parler de chiffres justement de manière définitive dès dimanche, pour apprendre les points de vue des uns et des autres.

L'impact de l'endettement d'État ne devrait pas être diminué dans son importance.

L'impact éventuel sur la place financière...

Jusqu'à présent, en bon père de famille, nous avons su gérer les finances publiques.

Il s'agit là d'une situation exceptionnelle, où des mesures exceptionnelles seront à prendre, mais dans le cadre des limites de ne pas mettre en péril certains secteurs.

Si le calcul à très court terme devait être un désastre, à moyen et à long terme il y aura aussi des répercussions, donc les discussions sont là.

Et je vous ai déjà répondu par rapport à la question de Monsieur Wiltgen, c'est les 30%, c'était le chiffre qui figure dans l'accord de coalition, et c'est toujours la ligne directrice, la guideline de ce que nous entrevoyons comme objectif là aussi.

Alors, il y a encore des réactions, des questions? 1, 2, 3? Plus de questions, merci beaucoup!